

L'occupation humaine de l'Amazonie (Equateur, Brésil).

Par Philippe Léna et Henri Barral.

Si l'on prend pour témoin l'impressionnante quantité de livres, articles, reportages, films, conférences, qui, directement ou indirectement, de manière scientifique ou polémique, traitent de l'occupation et de la mise en valeur de l'Amazonie, on ne peut que constater son importance considérable dans le paysage de notre époque, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de l'Amérique latine. Cette forte charge symbolique, qu'il est facile de deviner au travers du caractère passionné des débats, oblige à tenir compte du rôle fondamental des représentations dans la genèse et l'interprétation des faits. Les comportements, jugements et arguments des différents acteurs de la mise en valeur (du paysan sans terres au planificateur), comme de ceux qui adoptent une attitude critique vis à vis des finalités, modalités et conséquences de cette occupation, ne peuvent être réduits à leur seule dimension rationnelle, comme cherche à le faire un certain positivisme social, économique et politique. Il y a là au contraire une dimension anthropologique fondamentale qu'il serait nuisible et vain de vouloir éluder car elle est constitutive du processus.

En effet, le potentiel économique de l'Amazonie (espace, minerais, bois, possibilités agricoles...) ne peut rendre compte intégralement de son pouvoir de fascination. Nous avons pu constater que même le plus pragmatique des entrepreneurs traduit dans son discours une dimension mythique qui n'est certainement pas négligeable pour la genèse, la structuration et le maintien de ses motivations. Il s'agit d'un phénomène social et culturel de grande ampleur qui traverse verticalement toute une société et se répercute au delà de ses frontières. On peut certes le comparer à la conquête de l'Ouest nord-américain, mais l'analogie n'est pas forcément très éclairante car l'histoire ne se répète pas. Outre des conditions sociales et économiques fort différentes, la conscience de la finitude du monde (beaucoup plus forte aujourd'hui, et pour cause),

la montée des mouvements écologistes, les fissures de plus en plus nombreuses qui sont apparues au coeur du bel édifice idéologique scientiste-industriel, semant le doute sur le bien-fondé de notre usage du monde, sont autant de configurations historiques et culturelles qui modifient radicalement le caractère de cette ultime conquête de l'Ouest.

C'est par son statut de dernier grand espace naturel biologiquement riche et son aura de "Terra Incognita", que l'Amazonie nous fascine et sollicite nos phantasmes. L'espace, considéré comme vierge, n'offre pas que des possibilités d'expansion des activités matérielles, il offre aussi et conjointement un espace de rêve dans lequel s'investissent avec plus de liberté le désir et l'espoir.

C'est enfin une constante dans l'histoire des peuples que les Terres Neuves soient survalorisées du point de vue de leur richesse et de leur fertilité. Elles sont porteuses d'un espoir bien supérieur aux résultats concrets que l'on est en droit d'attendre de leur exploitation, en particulier si l'on veut bien tenir compte de la difficulté de cette mise en valeur (isolement, infrastructures précaires, coûts de production élevés etc.). Pour l'Amazonie vient s'ajouter la croyance à la fertilité supérieure de la forêt, comparée aux autres formations végétales; cette croyance est partagée par presque tous les paysans des tropiques et n'est d'ailleurs pas sans fondement dans le cadre d'un système à longues jachères et faible niveau technique.

La promesse d'abondance passe également par une perception irréaliste de l'espace. Ce dernier, certes vaste et peu utilisé (bien que souvent approprié) est perçu comme quasiment illimité. Cette représentation alimente l'illusion de la facilité, en particulier pour ce qui concerne les conditions d'accès à la propriété.

Mais chez certains colons et même, au Brésil, chez certains propriétaires de sociétés privées de colonisation, cet espoir est accompagné d'une exigence morale; ceci est particulièrement sensible chez les sectes d'origine protestante.

Il faut mériter les faveurs de Cérès. Le mythe de la Terre Neuve est souvent lié à celui de l'Homme Neuf, autrement dit à un nouvel ordre psychologique et social non pollué par les strates historiques antérieures et leurs pesanteurs.

Chez certains, il y a également le désir de retrouver des rapports "vrais" avec la Nature, l'esprit des pionniers, le mythe de l'autosuffisance.

Les Terres Neuves, c'est aussi, en opposition à la société codée et encadrée, le lieu de la liberté, du hasard -et donc de la chance-, le moment d'une possible redistribution des cartes. L'orpaillage, la recherche des émeraudes et des diamants, la spéculation foncière, les exploitations agricoles réussies, fournissent des récits réels ou illusoire de fortunes rapidement constituées, propres à maintenir l'espoir exacerbé.

Mais le mythe amazonien a aussi son envers. La crainte, par ailleurs tout à fait fondée, de voir disparaître le dernier grand espace naturel de la planète sous les coups d'une société prométhéenne qui semble ne plus se contrôler, sollicite également l'imaginaire. Malgré son apparent bon sens et sa légitimité, cette sensibilité n'en est pas moins grosse de pensée mythique. Elle peut même contribuer à la diffusion de mythes pseudo-scientifiques tels que celui de "l'Amazonie poumon du monde", ou bien encore conduire des chercheurs à proposer des modes d'exploitation, certes écologiquement satisfaisants, mais totalement irréalistes car économiquement et socialement non viables. Cette approche est surtout présente en Europe et aux Etats Unis mais elle traverse également la société des pays amazoniens comme l'attestent les différents mouvements de défense de l'Amazonie. Pensée de type urbain, liée à des milieux sociaux de niveau culturel souvent élevé (enseignants, chercheurs, journalistes etc.) elle commence seulement à se diffuser dans les milieux plus directement liés à l'économie et à la planification. Sous son aspect concret, politique, constructif, elle est l'amorce d'un combat pour un développement auto-centré, pour la prise en main de leur futur par les populations amazoniennes avec l'aide de technologies plus adaptées et moins avides de capital. Dans sa dimension idéologique, l'Amazonie apparaît comme le point focal, le lieu à la fois symbolique et concret où se livre l'ultime bataille contre l'anthropisation intégrale de la planète et l'éradication définitive de la nature non domestiquée. Son expression paroxystique est constituée par une série de thèmes apocalyptiques avec ou sans tentatives de fondement scientifique. Mais d'une façon générale, on insistera sur la fragilité et le peu d'aptitudes agricoles des écosystèmes amazoniens. Entre autres catastrophes, la mise en culture sera censée entraîner par érosion et induration des sols, la substitution de "l'enfert vert" par un "désert rouge".

Il nous a paru utile de rappeler cette dimension idéale essentielle, à laquelle aucun des acteurs de la scène amazonienne ne peut prétendre échapper totalement. Elle contamine jusqu'aux débats apparemment les plus scientifiques.

Certes la fascination que nous avons évoquée n'est pas neuve, on la retrouve chez les premiers chroniqueurs européens. Par ailleurs, et sans entrer dans les détails, on doit rappeler que les tentatives d'occupation permanente de l'Amazonie de la part du colonisateur sont également fort anciennes. Beaucoup sont restées à l'état de projet, certaines se sont maintenues. En Equateur, par exemple, le versant et le piémont amazonien des Andes sont très tôt occupés: des villes comme Baeza et Archidona, dans la Province du Napo, ont été fondées dès le XVIème siècle. Au Brésil, Belém ou Manaus, aujourd'hui importantes capitales régionales, sont à peine plus récentes. Dans l'un et l'autre pays, ces toutes premières installations sont cependant essentiellement le fait des militaires et des missionnaires. Puis, la recherche des esclaves et les différents cycles d'activité économique basée sur la cueillette, vont à la fois contribuer à renforcer ce peuplement diffus (d'abord faiblement puis de façon plus sensible à l'époque du caoutchouc) et à édifier le mythe des ressources abondantes et de la fortune rapide.

Cependant, ce qui est nouveau depuis une quinzaine d'années, c'est l'amplification de cette dimension mythique, sa manipulation par différents secteurs de la société et son utilisation par les pouvoirs publics dans leur volonté de mener à bien une politique d'occupation et de mise en valeur. L'Amazonie est alors présentée comme la solution aux problèmes du moment: chômage, déficit alimentaire, minifundium etc.). C'est la dernière frontière, l'avenir du pays.

Certains voient dans le mouvement actuel un cycle supplémentaire destiné lui aussi à sombrer dans l'oubli en laissant derrière lui une population et quelques infrastructures reliques, sans être parvenu à engendrer une véritable dynamique régionale. Telle n'est pas notre impression. Il s'agit aujourd'hui d'une politique délibérée d'intégration territoriale et de souveraineté nationale, qui se donne les moyens de ses ambitions. En outre, cette volonté politique s'appuie sur des dynamiques sociales et économiques réelles capables d'amplifier et de prolonger l'effort étatique.

Morphologie et évolution de l'occupation récente.

De fortes dynamiques sociales et économiques.

En Equateur, c'est tout d'abord le manque de terres cultivables dans la montagne et sur la côte, où sévit un minifundium endémique qu'une réforme agraire partielle n'a pu éliminer, malgré le démantèlement d'un certain nombre d'haciendas. Au morcellement inévitable des propriétés vient s'ajouter la baisse de productivité des sols, dans certaines régions, sous l'effet de l'érosion. Ceci est particulièrement vrai dans les zones les plus sèches des Andes (comme la province de Loja limitrophe du Pérou) ou bien dans les zones sèches de la côte (notamment la Province de Manabi qui supporte une longue saison sèche due à l'influence du courant froid de Humboldt). On pourrait aussi évoquer l'accaparement de certaines terres de la côte pour y développer des plantations de Palmiers à huile ou les concessions forestières de la Province d'Esmeraldas qui bloquent les possibilités d'expansion de la petite agriculture.

Dans ces conditions, l'octroi par le Gouvernement, de lots de 50 hectares en Amazonie, représente une forte incitation lorsqu'on sait que la superficie des exploitations est en général inférieure à 10 hectares dans les Andes ou sur la côte.

A cela vient s'ajouter un phénomène d'ordre à la fois économique et culturel: la véritable fascination qu'exerce sur le candidat à l'émigration la possibilité théorique de s'adonner à l'élevage en Amazonie, grâce à la possibilité d'y cultiver des herbages. Outre les différents avantages que peut présenter l'élevage au niveau des revenus et de l'organisation du travail, il s'y rattache un certain prestige dû à l'association que fait le paysan entre éleveur et patron d'hacienda. Le bétail devient le symbole des dominants, promesse d'un travail moins pénible et plus gratifiant.

Enfin on ne peut oublier que la spéculation sur la terre joue un rôle dans la dynamique de la colonisation. Certains colons prennent possession d'un lot le long d'une route nouvellement ouverte et le font enregistrer à leur nom. Après avoir défriché 1 hectare ou 2 et construit un abri sommaire, ils le revendent à un nouvel arrivant. Etant donné que la vente des lots est théoriquement interdite, la

transaction est censée porter sur les travaux effectués et non sur la terre.

L'exploitation du pétrole a joué un rôle fondamental dans cette poussée vers l'Est car c'est elle qui a créé les axes de pénétration routière dès 1972. Mais l'exploitation du pétrole a aussi contribué plus directement au peuplement de la région dans la mesure où, à l'origine, de nombreux colons étaient d'anciens travailleurs de compagnies pétrolières ou de travaux publics.

Grâce à la conjonction de tous ces facteurs s'est mise en place une dynamique pionnière que traduit de façon expressive la croissance démographique des provinces amazoniennes: ainsi, la Province de Napo, la plus septentrionale des quatre et la plus dynamique, a vu sa population passer de 62.000 habitants en 1974 à 115.000 en 1982, soit 85% de croissance en 8 ans.

Du point de vue des densités démographiques, l'impact des zones de colonisation est encore peu sensible. Elles représentent cependant une rupture avec le peuplement plus ancien et l'assurance d'une transformation radicale et rapide du milieu amazonien. Signalons par exemple qu'elle est, par Km², de 2 habitants dans l'ensemble de l'Amazonie, de 2,2 dans l'ensemble de la province du Napo, mais qu'elle atteint 15 habitants dans la zone de colonisation de cette province.

Au Brésil, l'immensité du territoire ne semblait pas, à priori, justifier l'urgence de la mise en valeur de l'Amazonie. Ce serait oublier un certain nombre de facteurs liés aux nécessités de l'économie brésilienne. Entre autres:

-Offrir au capital national des débouchés à bénéfice rapide pour pallier les difficultés de l'investissement, freiné par une demande stagnante.

-Produire des matières premières pour l'industrie nationale, certes, mais surtout dans le but d'obtenir des recettes à l'exportation susceptibles de maintenir la confiance internationale malgré un fort endettement, et continuer ainsi à assurer un volume d'emprunt et des taux de croissance élevés.

-Obtenir la participation du capital international pour financer cette croissance (impossible avec le seul capital brésilien). Pour cela, des conditions très favorables lui seront aménagées (dégrèvements fiscaux, zone franche de Manaus etc.). Par la même occasion, ces investissements permettent l'importation de technologies de pointe.

Ces objectifs ont rendu nécessaire la création d'infrastructures importantes. En particulier un vaste réseau routier, afin de désenclaver la région et la relier aux centres dynamiques du pays, et une base énergétique puissante fondée sur la multiplication des grands barrages hydroélectriques. Ainsi, le barrage de Tucuruí, sur le Rio Tocantins, moins destiné à approvisionner la ville de Belém que les usines d'aluminium récemment implantées, mais aussi les barrages de Samuel, Altamira, Cachoeira Porteira etc.

Mais ces vastes entreprises industrielles, énergétiques et agro-industrielles qui se sont multipliées durant les quinze dernières années, sont en fait l'expression d'un stade de développement industriel marqué par le rôle prépondérant de l'Etat central, par le biais des grandes entreprises d'Etat, qui oriente le capital privé national, (provenant en particulier de l'Etat de São Paulo), et étranger. Elles sont par conséquent totalement coupées de la réalité amazonienne, tant du point de vue socioculturel, qu'en ce qui concerne la capacité d'entreprendre, la qualification professionnelle et le capital nécessaire. Si elles participent de façon significative à la croissance du PNB national, elles ne contribuent que fort peu au développement régional. En outre, leurs effets démographiques sont relativement faibles, la main d'oeuvre, temporaire, migrant de chantier en chantier.

Par contre, l'extension du réseau routier va induire un fort courant migratoire. Ce vaste mouvement de population a été voulu par l'Etat afin d'assurer sa souveraineté sur les espaces frontaliers faiblement occupés, fournir de la main d'oeuvre pour les grands projets, produire des matières premières agricoles, désamorcer les tensions foncières des régions de minifundium, etc. Ainsi la réalisation des routes sera-t-elle accompagnée par des opérations de distribution de terres, soit à travers des programmes de colonisation publics ou l'appui aux entreprises de colonisation privées, soit par le biais d'une politique de relatif "laisser faire" dans le cas de la colonisation spontanée.

Mais l'intensité du processus migratoire a conduit dans certains cas au dépassement de la capacité de gestion et de financement des pouvoirs publics, créant ainsi plus de problèmes qu'il était censé en résoudre.

Là encore la volonté étatique et la réalisation d'infrastructures n'eussent certainement pas suffi pour enclancher un phénomène d'une telle ampleur si elles

n'étaient allées à la rencontre de dynamiques réelles dues à la conjonction de plusieurs facteurs dont nous ne citerons ici que les principaux:

-Une structure foncière extrêmement inégalitaire, doublée, dans le Nordeste, par une forte croissance démographique et des sécheresses périodiques.

-Dans le sud, la modernisation agricole et la valorisation de la terre se conjuguent pour rendre les minifundium non-viables.

-Des récents changements dans l'utilisation des sols sont générateurs de chômage rural dans les régions agricoles traditionnelles du sud et du sud-est: extension de la culture mécanisée du soja, de l'élevage, de la canne à sucre (plan alcool), arrachage des caféiers, recul du coton et de l'arachide, etc.

Ainsi la recherche de terres soit dans le but d'assurer la reproduction de l'exploitation familiale compromise au sud, soit pour simplement survivre, dans le cas des chômeurs, concerne un nombre croissant de familles. Etant donné la structure foncière très inégalitaire du pays, un potentiel migratoire énorme s'est peu à peu constitué, qui ne pourrait être en partie résorbé que par la mise en place d'une réforme agraire profonde. Rappelons que le tout récent Programme National de Réforme Agraire prévoit sept millions de familles bénéficiaires; ce qui, à raison de 100 hectares par famille, suivant le modèle suivi en Amazonie, représenterait deux fois la superficie de l'Amazonie brésilienne.

Un des principaux moteurs de cette migration est le différentiel de valorisation de la terre entre le nord et le sud selon un gradient continu, modulé cependant par la proximité des villes et des routes, voire par la qualité des sols. En vendant 10 ou 20 hectares dans le sud, un petit propriétaire peut espérer acheter 100 hectares en Amazonie tout en conservant un petit capital destiné à l'aider dans les premiers temps.

Mais il est évident que les petits paysans ne sont pas les seuls à s'intéresser à l'Amazonie. La réalisation des infrastructures et la valorisation de la terre qui en est la conséquence directe, ont conduit au développement de la spéculation foncière sur une échelle unique au monde. A tel point que la structure foncière est tout aussi déséquilibrée en faveur des latifundium que dans le reste du Brésil, et même d'avantage, sauf quelques exceptions comme le Rondônia qui, grâce à son statut de territoire, a pu recevoir la plus forte concentration de projets de colonisation publics de l'Amazonie.

Il ne faut donc surévaluer ce mouvement migratoire ni du point de vue numérique -São Paulo continue à attirer la majeure partie de l'exode rural-, ni du point de vue de l'espace réellement occupé par ces petits paysans. Même en Rondônia, la colonisation dirigée ne dépasse pas 20% du territoire; même chose pour la colonisation spontanée dans le nord du Goiás. Dans les autres Etats, l'espace occupé ne dépasse guère 5%.

Pourtant, du point de vue de la dynamique du peuplement récent, tout comme en Equateur et pour la première fois de l'histoire, on enregistre une rupture très nette avec le passé.

Quelques chiffres nous permettront de mettre en relief l'évolution historique du peuplement de la région nord; c'est à dire les Etats d'Amazonas, Para, Rondônia et Acre, ainsi que les Territoires de Roraima et Amapa, soit une superficie de 3.581.180 km². En 1980, la région comptait 5.880.706 habitants, soit une densité de 1,64 hab/km².

Pour la période antérieure à la seconde guerre mondiale, les estimations de population sont celles données par **Cardoso** et **Müller** in: "Amazônia: expansão do capitalismo" (São Paulo 1978). D'autres auteurs donnent des chiffres parfois assez différents. Ceux-ci paraissent cependant être les plus répandus. En 1800 on comptait environ 100.000 habitants, hors populations indigènes, constitués essentiellement de garnisons militaires, de missionnaires et de commerçants. En 1900, il y avait environ 700.000 habitants, et 1.400.000 en 1920. On peut remarquer pour cette période l'effet du "boom" du caoutchouc, principalement à partir de 1870. Notons cependant que si on devait appliquer à la période de 1900 à 1920 le taux de croissance naturel de la population de la région nord pour la période 1960-1970 (soit 3,8 %/an), on aboutirait également à 1,4 millions d'habitants en 1920. Mais il n'est pas possible d'appliquer ce taux; d'une part l'immigration était essentiellement composée de célibataires, d'autre part, la mortalité était beaucoup plus élevée qu'aujourd'hui. C'est pourquoi on peut accepter le chiffre de 300.000 immigrants avancé par **Cardoso** et **Müller** (1978) pour la période, cette estimation variant suivant les auteurs.

En 1940, avec 1.420.000 d'habitants, l'Amazonie n'a pu maintenir sur place l'excédent dû à la croissance naturelle de la population durant les 20 années précédentes.

En 1950, 1.820.000 habitants correspondent à un taux de croissance de 2,7 % par an, sans doute proche de la réalité. On peut supposer un relatif équilibre.

En 1960, 2.600.000 habitants représentent une population en relatif équilibre avec un taux de croissance annuelle de 3,5%.

En 1970; 3.650.750 habitants laissent percevoir une légère émigration d'environ 125.000 personnes, étant donné que la croissance naturelle de la population fut 3,8% par an entre 1960 et 1970.

En 1980, avec 5.880.706 habitants, le solde est nettement positif d'environ 830.000 habitants en prenant pour base de calcul une croissance naturelle de 3,3 % par an.

Il va de soi que ces chiffres masquent d'importants mouvements migratoires. En 1970, près de 20% des personnes recensées n'étaient pas nées dans la municipalité de résidence. Pour une grande part, ces migrations étaient, comme nous le verrons, internes à l'Amazonie.

C'est néanmoins la région nord (Amazonie) qui enregistre le plus fort indice de croissance, bien que portant sur des effectifs modestes; c'est en tous cas la seule croissance réelle de la population rurale, supérieure au taux de croissance naturel de la dite population, comme nous pouvons le constater grâce au tableau suivant; rappelons que le taux de croissance naturel de la population brésilienne durant la période intercensitaire 1970-1980 fut de 2,48 % par an.

Régions	Hab./km ²	Tx.cr.an.	Tx.cr.an.	Tx. urban.
	(1980)	Pop.tot. (70-80)	Pop.rur. (70-80)	(1980)
sud	33,87	1,43%	-2,47%	62,41
sud-est	56,33	2,64%	-1,99%	82,79
nord-est	22,60	2,16%	0,55%	50,44
centre-ouest	4,02	4,05%	0,78%	67,75
nord	1,64	5,05%	3,71%	51,69

(Sources: IBGE= Recensement National).

Le record brésilien, du point de vue du taux de croissance de la population, est tenu par l'Etat de Rondônia (Territoire jusqu'en 1982), qui présente un taux de 16% par an durant la période 1970-1980. Mais, comme pour l'Amazonie équatorienne, l'effet est encore peu sensible au niveau des densités globales : 2,03 hab./Km² en 1980, probablement 4,5 hab./km² actuellement (1985).

La Municipalité la plus peuplée atteignait cependant 7,70 et la zone de colonisation, prise isolément, 9,8 hab./km². La densité démographique moyenne d'un projet de colonisation est de 11 hab./km² alors que si l'on considère les zones de colonisation spontanée et de régularisation foncière, où les lots sont de dimension inférieure, 25 à 50 hectares en principe mais parfois moins, on peut dépasser localement 20 hab/km².

Mais les changements récents ne sont pas seulement d'ordre numérique, ils concernent également, et c'est là un fait de la plus grande importance, la distribution spatiale de la population.

La nouvelle répartition de la population.

Les tentatives historiques successives d'intégration de l'Amazonie, les cycles d'exploitation qu'elle a connus, ont laissé des traces et contribuent à la diversité des formes d'occupation et d'utilisation observées aujourd'hui.

En Equateur, on trouve ainsi les principaux types d'habitat suivant:

a)- Le peuplement indigène: il représente plus de 100.000 personnes, c'est à dire des effectifs exceptionnellement nombreux pour l'Amazonie d'aujourd'hui. Ce n'est d'ailleurs que tout récemment que la population de colons a dépassé ce chiffre. Il s'agit là d'une différence essentielle avec la situation brésilienne où l'esclavage, la violence et les maladies ont réduit considérablement la population indigène avant même toute occupation permanente significative de la part des colons (les deux courbes démographiques, celle des Luso-Brésiliens et celle des

Indiens, ont dû se croiser en Amazonie brésilienne il y a environ un siècle). Il s'agit d'un peuplement en général très dispersé (unités familiales ou villages de petite dimension) que l'on rencontre le long des cours d'eau navigables en pirogue, mais aussi dans certaines zones du piémont andin. La polyculture vivrière domine mais les cultures de rente, café et cacao, et même l'élevage, sont en expansion chez les groupes les plus acculturés. Ici comme au Brésil, les territoires indigènes sont perpétuellement menacés par les incursions des colons, chercheurs d'or, entreprises minières et agro-industrielles, routes etc. Cependant, l'originalité de la population indigène de l'Amazonie équatorienne est son organisation en puissantes fédérations, dont la plus célèbre est la fédération Shuar, capables de défendre les intérêts de leurs ressortissants et de faire valoir leurs droits. Nous n'insisterons plus sur le problème indien qui sera abordé par d'autres participants.

b)- Une colonisation ancienne le long des grands cours d'eau, Rio Napo et Putumayo principalement, dont l'origine remonte à l'époque de la recherche et de l'exploitation du caoutchouc. Il s'agit le plus souvent d'haciendas d'élevage de dimensions relativement modestes (quelques centaines d'hectares) qui pratiquent également des cultures vivrières (riz, maïs) et permanentes (café, cacao). Les propriétaires de ces haciendas, descendants des "caucheros", utilisent une main d'oeuvre salariée composée d'Indiens qui descendent eux-mêmes de la main d'oeuvre quasi-servile installée là de force à l'époque du caoutchouc, c'est à dire au début du siècle pour l'essentiel.

c)- Une colonisation encore plus ancienne, localisée dans les zones de piémont andin, héritière du peuplement de ces régions à l'époque coloniale espagnole, mais qui s'est surtout renforcée entre la première et la deuxième guerre mondiale. Situées à une altitude comprise entre 1.000 et 2.000 mètres, ces haciendas sont plus grandes que les précédentes (1000 hectares) et se consacrent essentiellement à l'élevage laitier.

Il faut également noter dans la même zone la présence de petits colons s'adonnant à la culture de la "naranjilla" (Solanum quitoensis) dont le fruit fournit d'excellents débouchés dans les villes de la Sierra pour la confection de jus très appréciés.

d)- La colonisation actuelle, située le long des routes ouvertes pour les besoins de l'exploitation pétrolière. Numériquement, c'est de loin la plus importante, et elle ne

cesse de s'étendre. Elle est caractérisée par ses lots uniformes de 50 hectares (250 mètres de large sur 2.000 de profondeur) distribués régulièrement de part et d'autre des routes, juxtaposés à raison de un tous les 250 M.

Lorsque l'espace de part et d'autre d'une route est entièrement occupé, les nouveaux colons viennent s'installer le long de sentiers parallèles à la route et par conséquent, distants les uns des autres de 2.000 mètres. C'est ce qu'on appelle les 2ème, 3ème, 4ème lignes. Il peut y avoir ainsi jusqu'à 6 lignes de colonisation de part et d'autre d'une même route. Cela signifie que les colons qui sont installés en dernière ligne sont à 12 Km de la route. Quant aux pistes transversales reliant les différentes lignes entre elles et à la route, elles sont rares et le plus souvent impraticables.

e)- Une variante de la colonisation routière est représentée par un type de colonisation fluviale, actuellement en pleine expansion en raison de la saturation de l'espace dans les zones desservies par les routes. Le mode d'occupation de l'espace est le même que dans le cas précédent.

Ces deux derniers types d'habitat qui ont pris leur essor à partir de 1972 dans la province du Napo, représentent aujourd'hui le gros de la population amazonienne. C'est dire la rapidité et la violence du processus de changement dans ces provinces jusqu'alors marginales. La colonisation récente est caractérisée par le rôle non négligeable de l'élevage bovin de boucherie. Ce dernier constitue, nous l'avons vu, une puissante motivation pour les colons, mais il nécessite également une mise de fonds importante, aussi bien pour l'achat du bétail que pour la création des pâturages. Ainsi, bien que les surfaces en herbage représentent de 25 à 50 % des superficies défrichées, c'est le café (variété robusta) qui est de loin la principale source de revenus des colons. Il atteint aujourd'hui en moyenne 30% des superficies défrichées contre 6 à 7 % seulement il y a 10 ans.

Au Brésil, on trouve également une opposition nette entre l'habitat hérité du passé et l'occupation récente.

L'héritage est représenté par les populations indigènes qui occupaient jadis les principales voies fluviales et ont été progressivement refoulées sur les cours supérieurs et les rivières secondaires, mais aussi par les populations "cabocles", d'origine essentiellement nordestine, fruit d'un

mélange européo-africano-indigène, venues avec la vague du caoutchouc entre 1860 et 1920 pour la plupart. Avant cette migration, blancs et métis étaient probablement inférieurs en nombre aux populations indiennes; les métis déjà présents avant l'arrivée des nordestins, et dont des communautés existent encore dans certaines régions, proviennent des regroupements indigènes effectués par les missionnaires aux siècles précédents. Le fort taux de célibat parmi ces "seringueiros" conduisit à un métissage supplémentaire par mariage avec les femmes indiennes. Il s'agit d'une occupation exclusivement riveraine. Quasiment esclaves des patrons de "seringal" (concession pour l'exploitation de l'Hevea) voire de "castanhal" (concession pour la récolte de la noix du Brésil), ces populations vont voir leur sort s'améliorer peu à peu grâce à la récession que va connaître l'exploitation du caoutchouc à partir des années 1920. Jusqu'alors privilège des travailleurs libres, la pêche et l'agriculture de subsistance dans les riches "varzeas" vont se généraliser. Dans de nombreux cas, le travail pour un patron ne cessera pas pour autant, car c'est la contrepartie du droit de résidence. Rappelons en effet que les cabocles riverains n'ont pas de titre de propriété et que les patrons s'imposent par la force. Cependant, progressivement, ils vont passer de la dépendance absolue envers un patron à une dépendance relative envers les commerçants qui remontent les cours d'eau, achètent les produits de l'agriculture et de la cueillette, et vendent les denrées essentielles (P.F. Barbosa comm. pers.)

Peu à peu s'est ainsi forgé un genre de vie, une société cabocle très originale, caractérisée par de fortes inégalités -tempérées par des relations paternalistes: adoptions, parrainage...-, des emprunts aux sociétés indigènes tant au point de vue des pratiques que des croyances, des contradictions violentes et un isolement prononcé, seulement rompu par la visite périodique des bateaux de commerçants.

Les maisons sont alignées, isolées ou par petits groupes, sur le bourrelet de berge, à l'abri des crues qui viennent à la fois fertiliser la terre et interdire toute utilisation permanente du sol. De loin en loin, de petites villes, à la fois résidence de la classe dominante et lieu privilégié de la pratique politique.

Le degré de dépendance et les formes locales de cette société cabocle varient selon les régions. Ainsi, la basse Amazonie, plus ouverte, a connu dès le XIX^{ème} siècle, non seulement un développement de la pêche, mais aussi l'embryon

d'une agro-industrie basée sur la canne à sucre et le jute. Mais la hiérarchisation sociale, les liens personnels de type paternaliste, les principaux traits culturels, ont un caractère général.

L'intervention de l'Etat, à partir de 1940, dans le but d'intégrer l'Amazonie à la dynamique nationale, va modifier le modèle régional de façon décisive.

D'une part, le crédit agricole et les projets de développement vont bousculer les relations sociales traditionnelles. D'autre part, l'effondrement des bases de l'économie régionale et le différentiel de rythme de développement entre les zones de l'intérieur et les grandes villes, qui concentrent l'effort financier public et privé, vont être à l'origine d'une redistribution de la population.

Mais, plus important encore, l'Etat central va, à partir de 1960, créer de toute pièce un nouveau mode d'occupation de l'espace grâce à la réalisation d'un réseau routier qui va relier le coeur de l'Amazonie au reste du pays. C'est tout d'abord la Belém-Brasilia (1960) puis la Cuiaba-Porto Velho -la transamazonienne-, la Cuiaba-Santarém, pour ne citer que les principales.

Examinons rapidement ces deux dynamiques:

- Le processus de redistribution de la population dans les zones traditionnelles: le phénomène est sensible dès les années quarante et revêt plusieurs aspects (les chiffres cités sont tirés de l'ouvrage: "O despovoamento do território amazônico", L.J.A. Mougeot et L.E. Aragón, eds., BELEM, 1983):

- Alors même que la population amazonienne augmente à peu près suivant son rythme de croissance naturel, un des plus élevé du Brésil, certaines circonscriptions administratives voient leur population diminuer en valeur absolue, d'autres en valeur relative (augmentation inférieure au croît naturel). Le nombre de circonscriptions ainsi atteintes a eu tendance à augmenter jusqu'à l'époque actuelle, avec cependant des évolutions régionales différenciées: dans les années soixante, la perte absolue de population concerne principalement l'ouest et le nord-ouest de l'Etat d'Amazonas, particulièrement isolé, alors que durant la décade suivante, c'est la région de Manaus qui sera particulièrement touchée. La grande ville et la zone franche entraînent le développement de leur aire d'influence.

- L'exode rural proprement dit est sensible dès les années cinquante et tend à s'amplifier. Au recensement de 1980, seules 28,6% des circonscriptions administratives voient leur population rurale augmenter autant ou plus vite que la croissance naturelle de la population. L'exode est particulièrement fort au voisinage des deux grands pôles régionaux (Belém et Manaus) dont l'espace rural se vide.

Le taux d'urbanisation augmente rapidement; il passe de 35,9% en 1970 à 51,7% en 1980. La population croît de 84% alors que la population rurale n'augmente que de 45% (dans le même temps, la population totale du Brésil augmente de 27%).

Parallèlement, on observe un phénomène de concentration urbaine. Ainsi, en 1950, 23,5% des habitants de la région nord vivaient dans des villes de dimension égale ou inférieure à 5.000 habitants; ils ne sont plus que 7% en 1980. Belém et Manaus, qui ne représentaient que 17% de la population en regroupent maintenant 25,7%.

On constate par conséquent une désagrégation de l'armature et de la hiérarchie urbaine selon un cercle vicieux: en effet, les petites villes ne sont pas capables de répondre à la demande croissante de leur population en matière de santé, éducation et emploi, par conséquent leurs habitants émigrent vers les plus grands centres; mais devant des taux de croissance démographique négatifs, les pouvoirs publics ne sont pas incités à investir dans les services. En général, les ressources propres de la municipalité baissent -moins de production donc moins de taxes, moins de population donc moins de subsides-. La population rurale ne trouve plus dans ces petits centres l'appui qu'elle en attend et émigre également; c'est le cercle vicieux du dépeuplement.

Parallèlement à ce triple mouvement (diminution relative ou absolue de population dans un nombre important de municipalités, exode rural, concentration urbaine) qui représente en fait un phénomène de redistribution de la population sur une partie du territoire chaque fois plus réduite, on assiste à une augmentation du degré de concentration foncière.

-L'occupation actuelle le long des routes.

C'est celle qui est responsable à la fois de la majeure partie de la croissance de la population de la région nord

et de la rupture radicale avec les anciens modes d'occupation et d'utilisation de l'espace. Il s'agit en particulier d'une colonisation de "terres fermes", en opposition aux "varzeas". Malgré tous les échecs partiels et les critiques qui ont été faites, souvent avec raison, au programme de colonisation de l'Amazonie (notamment son coût social et écologique élevé), on doit constater que l'Etat semble en passe de gagner son pari: occuper effectivement ses marges territoriales et les intégrer aux dynamiques nationales. Certes, le processus est encore fragile. Les densités démographiques dépendront en définitive des modes d'utilisation du sol qui s'imposeront ainsi que de la croissance d'une agro-industrie et d'industries locales. Le succès dépend également de la capacité des agriculteurs et des services d'assistance technique à mettre au point des systèmes de production reproductibles à des coûts raisonnables. Ce n'est pas toujours le cas aujourd'hui et l'on constate trop souvent la dégradation des aires cultivées et leur abandon consécutif. Néanmoins, la dynamique paraît irréversible.

Examinons succinctement les principales caractéristiques des différentes formes d'occupation:

a)- Les fermes d'élevage.

D'anciens titres de propriété ou d'occupation concédés aux XVIIIème et XIXème siècles, ou, plus récemment, octroyés ou vendus par les Etats, ont été actualisés, modifiés, divisés et revendus au cours du vaste processus de spéculation foncière déclenché par le programme d'Intégration Nationale. L'ouverture des routes, les encouragements fiscaux et les taux d'intérêt avantageux offerts à ceux qui s'engageaient dans l'élevage ont été, avec le faible coût de la terre, les piliers de cette dynamique.

Les 100 Km qui se trouvent de chaque côté des routes fédérales passèrent sous la juridiction de l'Etat central au travers de l'INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire). De ces 100 Km., 10 furent réservés à la colonisation par de petits agriculteurs, la dimension des propriétés devant être réglementée sur les 90 Km restant. Néanmoins, beaucoup d'anciens titres furent reconnus. Les nouveaux ne devant en principe pas dépasser 3.000 hectares sauf pour les personnes juridiques. Mais bien souvent, il ne restait déjà plus grand chose à distribuer.

Le caractère spéculatif de cette occupation apparaît rapidement. L'élevage bovin n'est pas rentable dans les conditions amazoniennes actuelles. En fait, il s'agissait bien souvent, en plus de la spéculation sur la valeur de la terre, de capter des ressources financières qui seront appliquées ailleurs. Une commission d'enquête vient d'être mise en place afin de faire la lumière sur ces procédés. L'exploitation des bois précieux avant brûlis et une première récolte de riz amortissent les coûts de la mise en place du pâturage. Mais ensuite, la situation se dégrade; de 1 tête à l'hectare la première année, on passe à 0,25 têtes la cinquième année. La lutte contre le recru forestier oblige à des brûlis fréquents, le sol s'appauvrit (notamment en phosphore qui paraît être le facteur limitant), le compactage et l'érosion achèvent d'endommager le pâturage. Les coûts de la récupération sont incompatibles avec les conditions de production et de commercialisation actuels. On peut observer aujourd'hui de vastes superficies dégradées où même la forêt ne repousse plus. La rentabilité de l'opération est basée sur la déprédation du potentiel naturel, sans souci de préservation ou de restauration. Cette logique conduit à mettre chaque fois en exploitation de nouveaux espaces. C'est la fuite en avant.

Bien que l'organisme chargé du développement de l'Amazonie (SUDAM) ait considérablement freiné, à partir de 1979, la concession d'avantages financiers, les défrichements n'ont connu qu'un ralentissement passager. Ils sont actuellement plus intenses que jamais dans le sud du Para, le nord-est du Mato Grosso et le nord du Goiás. Il y a à cela plusieurs raisons, outre la logique minière déjà citée la progression du peuplement et des infrastructures valorise la terre, accentuant le rythme des ventes et des reventes; l'absence d'un code forestier bien conçu et d'une industrie d'extraction du bois véritablement organisée font que l'hectare de pâturage, même promis à la dégradation rapide, vaut plus cher que l'hectare de forêt; par ailleurs, le déboisement est l'unique manière d'assurer la propriété du sol en zones de conflits fonciers aigus, où les petits paysans sont à la recherche de forêt vierge, seule capable de leur garantir une haute productivité du travail, du moins la première année. C'est une manière efficace de se protéger des invasions. Si l'on met de côté quelques grandes fermes bien gérées, jouissant d'une situation géographique très favorable, c'est paradoxalement chez les éleveurs plus traditionnels des régions d'occupation déjà ancienne que l'on trouve les exploitations les plus rentables peu d'investissements, défrichements progressifs et bonne intégration avec de petits agriculteurs locaux qui pério-

diquement remettent le pâturage en culture et le replantent.

1- La colonisation par de petits agriculteurs.

Pour ne pas rallonger cet exposé, nous évoquerons seulement les trois principaux types de colonisation: colonisation publique fédérale (il y eut aussi des projets réalisés par des gouvernements d'Etats locaux et des Municipales), colonisation privée, colonisation spontanée. Gardons cependant en mémoire qu'il existe des projets mixtes publics et privés, souvent issus du sauvetage d'une société privée par l'Etat Central, et qu'une part importante des lots des projets publics ont été tracés à la hâte pour tenter de faire face à la forte pression des colons spontanés. Par ailleurs, c'est toujours l'Etat qui viabilise la colonisation privée par l'implantation d'infrastructures routières, bancaires et médicales, par l'assistance technique agricole, le crédit etc., contribuant ainsi à la valorisation du patrimoine des sociétés privées.

1- La colonisation publique fédérale.

Les projets les plus célèbres sont ceux de la Transamazonienne (Etat du Para) qui devait offrir un débouché pour les excédents démographiques du Nordeste. Leur planification ultrarationnelle est connue de tous: réseau urbain hiérarchisé (agrovilles tous les 30 Km, Ruropolis etc.), lots de 100 hectares, soit 500 mètres de façade et 2000 de profondeur, sur plusieurs épaisseurs comme en Equateur, tracés de façon rigoureusement géométrique. Au départ, les maisons étaient fournies, ainsi que des aliments et un salaire minimum durant 6 mois. L'INCRA implantait des postes de Santé et des écoles primaires. Le gouvernement s'engageait à acheter riz, maïs et haricots et à promouvoir les cultures commerciales là où elles étaient possibles (cacao, poivre etc.). Le prix de l'installation, très bas, n'était remboursé qu'au bout de plusieurs années par le bénéficiaire, à un taux inférieur à l'inflation.

Malgré cela, le projet a longtemps stagné. L'isolement, la malaria, l'interruption du trafic sur la Transamazonienne durant la saison des pluies, le mauvais état des routes vicinales, ont amené à réviser à la baisse un projet initialement très ambitieux. Parmi les premiers colons, beaucoup ont vendu leur lot à d'autres, un peu plus capitalisés; des agrovilles ont été abandonnées; certaines

villes n'ont jamais vu le jour, d'autres stagnent. Par contre, la colonisation spontanée remanie l'espace. Des villes naissent et croissent au rythme de 60% par an. Certaines zones, peu propices à l'agriculture ont peu à peu été cédées aux éleveurs; celles qui sont les plus favorables aux cultures commerciales concentrent les plus fortes densités démographiques. La dynamique migratoire, qui a récemment repris, englobe, dépasse et transforme les anciens projets.

Commencée à la même époque (1970), la colonisation du Rondônia a connu des débuts plus modestes. Mais grâce à sa liaison routière avec le sud est et le sud du pays, elle a pu canaliser une partie de l'exode rural de ces régions. Une forte propagande et des terres fertiles ont contribué à forger le mythe de la "colonisation qui réussit". Résultats: les plus forts taux de croissance démographique du pays et un espace quasi saturé. Obéissant au même modèle géométrique (mais sans la hiérarchisation urbaine qui ne sera implantée qu'après coup pour accompagner l'extension rapide des projets), les projets du Rondônia en ont également tous les défauts: les routes coupent les thalwegs et sont par conséquent fortement endommagées en saison des pluies; les lots sont très inégaux en qualité, certains n'ayant pas accès à l'eau etc. D'autre part et comme partout ailleurs, la valorisation rapide de la terre, accentuée ici par l'asphaltage récent de la route fédérale, et les échecs dus au mauvais usage du crédit, à la malaria, aux mauvaises récoltes, ont entraîné la vente de nombreux lots, la concentration foncière et le morcellement des propriétés.

Néanmoins, les projets publics, grâce au faible prix de la terre, à leurs possibilités d'expansion, à la sélection sur place des colons, ont su canaliser les courants migratoires et attirer une importante population. Ils contribuent ainsi d'avantage que les projets privés à la dynamique démographique de la frontière.

2- La colonisation privée.

Si les marchands de terre ont toujours existé dans l'histoire récente du Brésil (pensons à la colonisation du nord ouest du Parana), il semble que l'encouragement donné par l'Etat à la colonisation de l'Amazonie par des sociétés privées à partir de 1974 soit dû à deux constatations: d'une part la colonisation publique coûte extrêmement cher, d'autre part, elle s'adresse à de petits paysans sans capital peu susceptibles de produire de façon significative pour le marché et de se moderniser. On note, à partir de

cette date, un certain nombre de tendances: implantation de projets publics moins assistés destinés à des paysans plus aisés; relatif laisser-faire en ce qui concerne le processus de différenciation économique et substitution des colons en cours dans les anciens projets; incitation à la participation du capital privé au processus d'occupation agricole.

Dans les projets privés, il faut acheter la terre à un prix bien plus élevé que dans les projets publics, ces derniers ne faisant pas en fait payer la terre en elle même mais les infrastructures. Ils s'adressent donc d'emblée à une autre catégorie de paysans: soit anciens petits propriétaires ayant vendu leur minifundium et qui profitent de la différence de prix de la terre entre le nord et le sud, soit fermiers ou métayers qui ont réussi à accumuler. Le niveau technique et organisationnel de l'exploitation est en effet, en moyenne, assez nettement supérieur à celui des colons de "première génération", c'est à dire avant substitution, des projets publics. Néanmoins, les échecs existent tout comme la substitution des colons originels. Souvent le candidat a épuisé son capital dans l'achat de la terre et se trouve tout aussi démuni et fragile que l'ancien manoeuvre dans les projets publics. D'autre part, il dépend plus étroitement de la commercialisation pour amortir ses choix techniques et utiliser pleinement ses capacités d'exploitation. C'est sans doute pour cela que la mise en exploitation des lots des projets privés est lente. Ils constituent une réserve de valeur en attendant des conditions d'exploitation plus favorables. Même dans le cas où presque tous les lots sont occupés, on ne remarque pas cette pression démographique caractéristique des projets publics. Les nouvelles tranches sont ouvertes au fur et à mesure des besoins; la sélection des colons est faite par la compagnie dans le sud, au lieu d'origine des colons, évitant ainsi les migrations spontanées; parfois, la compagnie offre un voyage de reconnaissance aux futurs candidats.

Les projets sont en général mieux conçus: les lots sont de dimensions irrégulières afin de s'adapter à la topographie et tenir compte de la fertilité des sols. Les voies de desserte sont situées sur les interfluves de façon à offrir à chaque lot un accès à la fois à une route et à un cours d'eau.

Naturellement, le niveau des infrastructures varie beaucoup d'un projet à l'autre et ceci constitue un facteur décisif pour ce qui concerne le pourcentage de colons que le projet parvient à fixer et à retenir. La présence d'écoles en

nombre et qualité suffisants paraît être actuellement un facteur de premier plan pour le maintien sur place des familles de colons.

Grâce au projet de réforme agraire et à la pression foncière croissante, il est probable que de nombreuses grandes fermes vont choisir de se transformer en compagnies privées de colonisation. Il s'agit donc là d'une forme d'occupation appelée à s'étendre, du moins pendant un certain temps.

3- La colonisation "spontanée".

Elle s'infiltré partout autour des projets publics où elle devient le principal facteur de leur extension spatiale. C'est pour l'encadrer que l'INCRA a créé les "projets d'installation rapide" très peu encadrés, qui permettent de faire face à peu de frais à la croissante pression foncière.

Mais c'est dans le nord du Goiás et le sud du Para, en l'absence de projets de colonisation, qu'elle revêt sa forme la plus pure. La plus tragique aussi. Ces "posseiros" sont soit des paysans sans terre, anciens employés de fazendas, soit des occupants sans titres, expulsés par ceux qui sont mieux placés qu'eux pour faire valoir un droit sur la terre (spéculateurs, "grileiros", fazendeiros). Ainsi les "posseiros" du nord du Goiás sont des paysans originaires du Maranhão d'où ils furent chassés par l'extension de la canne à sucre et des pâturages, par la spéculation foncière et le manque de soutien juridique.

Partout où leurs pas les conduisent, ils se heurtent au même problème et affrontent les fazendeiros, eux aussi à la recherche de terres, en des conflits chaque fois plus violents

La précarité de leur situation freine toute tentative d'accumulation. C'est parmi eux que l'on trouve les situations économiques les plus dramatiques, ainsi que la plus forte proportion de "garimpeiros" saisonniers.

On constate cependant parmi eux une croissance significative des formes d'auto-organisation: communautés de base, syndicats du travailleur rural, petites coopératives, etc. qui traduisent une volonté chaque fois plus affirmée de défendre leurs droits.

Par l'occupation effective de l'espace et les luttes qu'ils mènent, ces "posseiros" réalisent en quelque sorte une

réforme agraire "sur le tas", dont les perspectives sont cependant incertaines.

Problèmes et tendances.

-Les défrichements ont augmenté ces dernières années de façon quasi-exponentielle, laissant prévoir l'extinction des forêts dans un avenir proche si cette tendance devait se poursuivre. Il n'existe actuellement aucun moyen vraiment efficace pour endiguer ce processus. Au Brésil, paradoxalement, le Programme de Réforme Agraire, en menaçant d'exproprier les latifundium improductifs et en promettant d'assurer la terre aux paysans qui n'en ont pas, a déclenché une accélération du rythme des défrichements. Les groupes concernés tentent ainsi d'assurer la maîtrise du sol et de rendre la situation irréversible.

-La migration spontanée représente un danger pour les réserves indiennes, très souvent envahies, ainsi que pour les réserves forestières. Elle est presque impossible à contrôler. Dans l'état actuel des choses, on peut être sûr que toute ouverture de route entraîne une occupation spontanée rapide, qui précède même en général l'ouverture de la route. Or, de nombreuses routes sont actuellement programmées, dont certaines traversent ou longent des réserves indiennes. Cependant, ralentir l'ouverture des routes ne suffirait sans doute pas. En Equateur, en Colombie et en Rondônia (Brésil), les migrants empruntent maintenant les voies fluviales.

Le meilleur moyen serait, comme le prévoit le PNRA brésilien, de régler le problème là où il se pose, en distribuant la terre au lieu d'origine des migrants; cette politique serait de peu d'effet en Equateur où la saturation foncière des zones de départ interdirait toute redistribution efficace. Ajoutons qu'il faudrait une vigoureuse politique de création d'emplois non agricoles en zone rurale, car la simple redistribution ne suffirait pas à absorber le potentiel migratoire. Il ne faut cependant pas se dissimuler que de sérieuses menaces pèsent sur le PNRA brésilien. Devant la radicalisation des "fazendeiros", le gouvernement prendra-t-il le risque de déclencher la guerre dans les campagnes? S'il recule, comme les dernières nouvelles le laissent supposer, la réforme agraire sera une fois de plus transformée en colonisation aux dépens des terres publiques, avec la pression que l'on peut imaginer sur la forêt amazonienne.

-L'utilisation des sols est largement inadaptée à leurs potentialités réelles. En Equateur, les routes furent tracées avant tout en fonction des exigences de l'exploitation pétrolière. Au Brésil, le tracé des routes a certes été précédé d'études sommaires destinées à localiser les meilleurs sols mais la suite des événements devait réserver bien des surprises et un certain nombre de déceptions. On parle aujourd'hui de mettre sur pied un véritable plan d'occupation des sols, mais il sera sûrement très difficile d'y couler les dynamiques existantes. Il sera tout aussi difficile de faire respecter ces zones que les actuelles réserves indiennes ou forestières.

Par ailleurs, le choix, par le paysan, des cultures qu'il va développer dans une zone donnée, obéit à bien d'autres critères que la simple potentialité des sols. Il s'agit donc plus d'un phénomène de politique agricole que de zonation au sens stricte (ce qui ne veut pas dire que celle-ci soit inutile).

-En fait un des principaux problèmes est la viabilisation de la petite production paysanne en Amazonie. En effet, des zones plus riches et moins fragiles, dans le Parana par exemple, ont vu leur potentiel agricole ruiné en moins de 30 ans par un usage inadéquat du sol. Il serait catastrophique qu'il en soit ainsi en Amazonie, tant du point de vue écologique que social ou économique. Comment mettre en place des agro-systèmes reproductibles sur le long terme, c'est à dire écologiquement et économiquement satisfaisants? Il semble qu'une politique agricole amazonienne spécifique soit nécessaire. Elle devrait être suffisamment diversifiée pour s'adapter aux besoins des différentes catégories de colons, tout comme aux différents types de milieux. Pour ce faire, il semble indispensable qu'une telle politique s'appuie sur une recherche scientifique qui mette réellement au rang de ses priorités la petite production paysanne amazonienne. Un changement décisif dans ce sens paraît en voie de se produire au Brésil.

La période de laisser faire est-elle en train de se terminer? S'achemine-t-on vers un contrôle plus strict des pouvoirs publics et la mise en place d'une politique dont les objectifs seraient clairement définis? Il est sans doute encore trop tôt pour le dire. Toujours est-il qu'actuellement le temps joue contre l'Amazonie.